

---

BUENOS AIRES – Session portant sur les sujets d'actualité dirigée par les SO / AC

Lundi 22 juin 2015 – 15h15 à 16h30

ICANN – Buenos Aires, Argentine

NANCY : Mesdames et messieurs, je voudrais vous présenter le directeur des communications d'Amérique du Nord, Brad White.

BRAD WHITE : Merci beaucoup Nancy. C'est une session un peu spéciale pour nous. Cette session est née lorsque nous étions ici à Buenos Aires pendant la dernière réunion dans cette ville, justement pour minimiser le grand nombre de questions à traiter, d'organisation de soutien, d'unités constitutives qui forment l'ICANN. Bien des fois on participe à tous ces groupes, et on ne peut pas isoler nos activités.

L'objet de cette réunion est d'éliminer les barrières et de faire en sorte que tout le monde participe de manière conjointe. Il va y avoir deux panels. Chacun d'entre eux va durer 35 minutes. Le premier panel sera formé des leaders des SO et AC, et le deuxième des leaders des unités constitutives des groupes de parties prenantes des groupes At-Large.

La question sélectionnée à traiter aujourd'hui est une chose qui est une préoccupation pour vous en ce moment, et nous croyons que la commue st aussi très intéressée par cette question. C'est l'utilisation des fonds venant des mécanismes de dernier ressort, à savoir le

---

**Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.**

---

mécanisme d'enchères. Jusqu'à présent il y a eu 13 de ces ensembles controversés qui ont été résolus à travers les enchères. En tout, plus de 58 millions, et on parle de beaucoup d'argent.

Il y a plus de 30 points controversés qui doivent encore se résoudre. Et nous considérons que ce chiffre peut augmenter significativement. Il y a 90% de ces controverses qui sont résolues et qui n'arrivent jamais à la procédure d'enchère. Mercredi, il va y avoir une autre réunion qui sera la continuité de cette réunion.

Il y a deux questions à garder à l'esprit lorsque l'on parle de ces fonds. M. Crocker l'a mentionné ce matin lors de la cérémonie d'ouverture. Ce sont des fonds qui sont séparés. Ce n'est pas comme on informe normalement aux médias que cela augmente les fonds de l'ICANN. Ce sont des fonds qui sont séparés tel que M. Crocker l'a mentionné à plusieurs reprises. Et la communauté doit déterminer quelle sera l'utilisation de ces fonds.

Ici, il y a des questions. Premièrement, comment on va utiliser cet argent, c'est évident. Et deuxièmement, quel est le processus utilisé pour déterminer la manière dont ces fonds seront utilisés. Il est très important de savoir qu'il n'y a pas de délai pour conclure ce processus. L'argent ne va pas disparaître. Donc il n'y a pas de délai à respecter.

Je dois aussi signaler pour les participants à distance que nous avons un compte Twitter #asksoac, et il y a un micro dans la salle, parce que nous voulons recevoir vos questions.

---

Je dois être ici le facilitateur, mais ce serait bien s'il y avait un bon échange avec vous tous, et ceux qui participent à distance également.

Permettez-moi maintenant de poser la première question aux membres du panel. Je vais l'adresser à Jonathan. Quel est le processus qui devrait être utilisé pour décider la manière d'utiliser ces fonds ?

JONATHAN ROBINSON : Merci Brad. Bonjour à tous. Vous saurez peut-être que la GNSO a déjà fait une proposition concentrée sur l'utilisation d'un groupe de travail intercommunautaire. J'ai un peu d'écho je crois. La GNSO a déjà proposé l'utilisation d'un groupe de travail intercommunautaire pour traiter de la question. Dans ce sens, on a reçu le soutien d'autres SO et AC.

L'une des questions à considérer, c'est la manière de faire participer tous, en dehors de ces structures. Mais si vous pensez à ça, il est important de savoir que ce groupe ou ce modèle de groupe de travail est chargé de la transition. C'est à dire une des opérations les plus singulières, les plus importantes que nous devons traiter dans notre modèle.

Ce serait bien donc de leur dire qu'on leur confie aussi de trouver le mécanisme pour utiliser les fonds résultant des enchères. Je dois dire qu'il s'agit d'un mécanisme ouvert et très efficace pour refléter les intérêts de toutes les communautés.

Il y a d'autres membres du panel qui souhaitent prendre la parole ?

---

THOMAS SCHNEIDER : Bonjour, je suis Thomas et je viens du GAC. Nous n'avons pas mené un débat approprié sur cette question au sein du GAC. Alors ce que je vais dire, vous devez l'inclure dans ce contexte.

Tout d'abord, au GAC, il faut réfléchir sur la question. Il y a eu un clair intérêt largement exprimé disant que le GAC doit participer à la discussion du mécanisme. Il y a beaucoup d'intérêt, mais en fait, on n'a pas abordé la question de fond sur le processus ni sur la possible utilisation de ces fonds.

Je vais être très bref. Je considère aussi que le processus doit être ouvert, transparent, et inclusif, comme pour le CCWG qui est ouvert et inclusif.

BRAD WHITE : Il semblerait que ce processus est toujours dans une étape précoce pour être pris en compte. Mais ce n'est pas suffisamment polémique la proposition.

JONATHAN ROBINSON : C'est à moi que vous parlez Brad ? Pouvez-vous préciser ?

BRAD WHITE : Il semblerait que tout le concept de former des groupes de travail intercommunautaires est un état en formation.

---

JONATHAN ROBINSON : En réalité, on a envoyé un réponse positive des SO et AC, et on a fait une invitation aux participants de former une équipe de rédaction. Puis on a un peu ralenti pour profiter de cette séance, et une autre qui aura lieu mercredi, où nous aurons l'occasion d'écouter d'autres contributions plus qualifiées, par exemple des CC qui opèrent avec des fonds excédents, et qui ont su justement distribuer ces fonds.

Nous, ici, on a fait une pause pour recevoir des commentaires et des contributions. Nous voulons aussi tenir compte de tous les commentaires de cette réunion et de la réunion de mercredi prochain, et élaborer un document officiel qui puisse être publié.

Il n'y a pas de raison pour laquelle il ne faudrait pas tenir compte de tout ça dans un groupe de travail. A moins que l'on nous dise le contraire, nous croyons que ce mécanisme reste valable, mais cela ne nous empêche pas de le faire à partir des délibérations avec toutes les informations et tous les commentaires nécessaires.

BRAD WHITE : Quel est le rôle joué par le conseil d'administration dans cette situation ?

ALAN GREENBERG : Je crois que les membres du conseil d'administration doivent participer à ce premier niveau. Bien entendu, le conseil devra prendre des décisions, et je souhaite que ce ne soit pas la réponse. Il faut voir les membres qui ont déjà de l'expérience avec le CWG, le CCWG. Alors

---

je ne vois pas pourquoi ils ne devraient pas participer et faciliter l'adoption du mécanisme recommandé.

Le CWG, je ne vois pas qu'il choisisse un projet en particulier. Il va y avoir un processus pour prendre des décisions spécifiques, mais il est vrai que les lignes directrices devraient être accordées par la communauté.

Je sais bien que nous parlons d'argent, et c'est une question toujours controversée. Mais au moins on pourrait se mettre d'accord vers où devrait aller l'argent, et vers où il ne devrait pas aller.

BRAD WHITE :

Laissez-moi vous dire quelque chose à tous. Vous êtes très au courant de toutes les questions polémiques, de toutes les controverses au sein de l'ICANN. Il y en a une qui concerne des millions de dollars. Je crois que ce que je vous demande, c'est de déterminer le processus pour dépenser ces fonds, et différemment que pour d'autres situations. Vous recevez beaucoup d'inquiétude de la communauté dans ce sens.

JONATHAN ROBINSON :

Moi j'ai l'impression qu'il y a beaucoup d'intérêt sur la question, que ceci est équilibré par un épuisement général de ces questions qui sont devenues centrales dernièrement, et je crois que l'on parle de beaucoup d'argent, et c'est quelque chose qui va attirer l'attention de tout le monde.

---

Ce thème a été très intéressant pendant longtemps, et il a été éclipsé par la transition. Voilà donc pourquoi il faut nous assurer de ne pas nous presser avec les communautés, avec des ressources limitées pour traiter de la question.

Pour ce qui est du rôle du conseil d'administration, j'ai entendu Steve ce matin dans la cérémonie d'ouverture, où il suggérait que l'argent était séparé dûment, et que le conseil d'administration allait respecter la volonté de la communauté.

Je crois que la communauté à son tour mérite d'être respectée. Peut-être pas de la volonté du conseil d'administration, mais être réceptif pour entendre l'opinion du conseil d'administration. Et comme Alan l'a mentionné, ce serait bien d'avoir des membres du conseil qui se sentent libres pour s'impliquer dans ce processus pour participer à ce groupe de travail intercommunautaire. Ils pourront sans doute faire des apports. Il faut penser un peu au-delà et penser à leur participation qui est cohérente avec leurs responsabilités en tant que membres du conseil d'administration.

A mon avis, c'est un modèle uniforme et cohérent qui peut permettre d'absorber, de recevoir les apports du conseil d'administration, des intérêts du conseil, et de la participation du conseil d'administration.

BRAD WHITE :

C'est intéressant ce que vous dites. Vous voulez dire que vous recevez avec plaisir la participation du conseil d'administration de manière

---

précoce, et il va y avoir des propositions qui vont être acceptées par le conseil.

JONATHAN ROBINSON : Une précision : je crois que comme dans tout groupe intercommunautaire, on va recevoir les commentaires et la participation de tout le monde, même des membres du conseil d'administration. Pas du conseil dans son ensemble. Mais c'est mon avis à moi. Je crois qu'au niveau corporatif, il y a une responsabilité. Mais à titre individuel, pourquoi les directeurs ne peuvent pas participer à ces groupes de travail et faire leurs apports ?

Nous avons reçu des contributions très intéressantes. Je crois qu'Alan a mentionné les groupes de travail intercommunautaires actuels dans lesquels les directeurs à titre individuel ont pu donner un guide très intéressant aux différents groupes.

ALAN GREENBERG : Vous avez dit, la participation du conseil d'administration. Le conseil d'administration ne devrait pas participer de manière précoce pour montrer ce que le conseil pense. Mais je vois qu'il y a des membres de la communauté ayant plus d'expériences, et des membres du conseil d'administration qui vont donner leurs opinions personnelles, et on verra jusqu'à quel point cela peut être généralisé. Mais je ne sais pas si le conseil a établi que ce ne serait pas convenable. Je vous laisse la réponse.



---

BRAD WHITE : Lyman, je suis un peu curieux par rapport au SSAC. Quel est la principale inquiétude du SSAC dans ce sens ?

LYMAN CHAPIN : Il est évident qu'au point de vue du SSAC, le souci principal est de faire attention aux questions de la sécurité et de la stabilité. Et d'une manière un peu simpliste de se dire qu'il est évident que nous recommanderions à la communauté de se centrer sur les manières d'utiliser ces fonds-là pour augmenter la sécurité, la stabilité du DNS, et de l'Internet.

Ce serait évidemment très superficiel que de dire cela. Si je ne parlais que du point de vue du SSAC, ce ne serait pas très utile. Mais du point de vue des commentaires concernant le processus pour l'attribution de ces fonds, nous devrions nous demander s'il y a un lien, et dans quelle mesure, un lien entre la manière dont nous envisageons de dépenser un certain montant, et la manière dont ces fonds ont été obtenus.

Donc peu importe d'où viennent ces fonds, lorsqu'il faut savoir comment ils doivent être attribués à des choses qui font partie de la mission qui nous revient. Il est très important de considérer cette structure du groupe de travail intercommunautaire comme une structure appropriée. Comme Jonathan l'a dit, il semblerait bien qu'il s'agisse d'un modèle qui a au moins le soutien initial d'un bon nombre de personnes, y compris le SSAC.

---

Mais les voix des personnes et même des directeurs et de ceux qui sont conscients du fait que l'ICANN dispose de ces fonds, de cet argent, par une activité particulière qui a été effectuée sous une supervision, c'est le processus de mise aux enchères. Cela peut déterminer ou non sur la décision de la manière dont il faut employer cet argent.

Il y a des tendances dans les institutions lorsqu'on pense à ces bénéfiques soudains, et de se dire que l'on peut appliquer cet argent à tout ce dont on a besoin. Mais il ne faut pas avoir une courte vue et limiter notre réflexion.

BRAD WHITE :

Katrina, quelle est votre opinion dans la communauté CC ?

KATRINA SATAKI :

Bonjour, je viens de la ccNSO. Nous, au sien de la ccNSO, même si nous n'avons pas contribué à la collecte de cet argent, ce n'est pas à nous de décider de la manière dont l'argent dont je viens de parler doit être utilisé.

Mais les ccTLD et la ccNSO ont été ici pendant des années. Bon nombre d'entre eux ont des programmes intéressants, des projets. Ils ont aidé leurs communautés locales. Et je crois que Jonathan a dit aussi que certains ccTLD, de manière individuelle, se sont mis d'accord pour participer, pour partager leur expérience sur la meilleure façon de le faire, comme dans les communautés ccTLD, comme nous le faisons.

---

BRAD WHITE : Jonathan, voilà une autre question qui concerne l'équipe de rédaction. Est-ce que tu pourrais dire quelque chose à cet égard ?

JONATHAN ROBINSON : Bien. Je pourrais le faire, dire quelque chose là-dessus. Comme Katrina l'a dit, les ccTLD ont proposé de présenter leurs connaissances spécifiques et de faire leur contribution, parce qu'il y a des membres qui sont déjà passés par des situations semblables, et ils ont mis en œuvre des mécanismes semblables pour la gestion de ces fonds.

Nous avons trois ccTLD qui viennent dans la séance de mercredi, parce que cela prouve qu'il y a eu un fort engagement de leur part. Et nous ne devrions pas empêcher les CC de participer dans un groupe intercommunautaire si ce groupe se formait.

Je dois dire aussi qu'il y a une différence entre le processus pour aborder ce thème. Et je crois que ce processus crée une structure pour la gestion de fonds. Parce que l'intention du processus comme celui du CWG, c'est qu'à la fin de cet énorme usine, cet argent puisse permettre de créer une structure pour justement se servir de ces fonds, pour voir ce qu'on fait de ces fonds.

Voilà comment j'imagine, ou j'espère que ce travail sera fait. Je n'attendrai pas la création d'un groupe de travail intercommunautaire à la fin. On pourrait peut-être dire voilà comment nous allons utiliser cet argent. Je pense que cette structure serait bien meilleure qu'une structure permanente destinée au traitement de ce thème.

ALAN GREENBERG :

Je vais répondre à ce que Lyman et Katrina ont dit. Je crois que nous ne demandons pas les opinions du SSAC ou de la ccNSO. Nous voulons avoir l'expérience des autres, des gens venant des communautés, nous aidant à savoir comment l'ICANN peut gérer cet argent. Je voudrais que personne ne soit exclus, ni que personne ne s'exclut de soi-même. Les gens ne doivent pas nous dire 'nous n'avons pas aidé à collecter cet argent, donc nous n'avons pas le droit de dire ce qu'il faut en faire'.

Non, je crois que ce processus doit être inclusif. Je crois qu'en termes de résultat du CCWG, nous devons avoir un processus solide. Mais je crois que le CCWG aussi pourrait présenter des critères ou des lignes directrices sur la manière de dépenser cet argent. Parce que notre communauté tout en entier devrait décider de l'utilisation de cet argent. Pas un seul groupe.

La décision ne peut pas être faite par un groupe intercommunautaire de 150 personnes ; il faut déléguer cette décision à un groupe plus petit, représentatif peut-être, mais je crois que les lignes générales, ou les critères doivent venir du CCWG. Merci.

THOMAS SCHNEIDER :

Je voudrais faire quelques petits commentaires supplémentaires. Lorsqu'il y a de l'argent, il est évident que la question devient sensible, importante. On ne peut pas parler banalement de tout ceci. Mais il se peut aussi que nous ayons à parler des attentes.

---

Au début, il faut que nous précisions et que nous communiquions clairement le cadre juridique et les autres cadres dans lesquels on peut employer cet argent. Cela dépend des statuts, des institutions, et d'autres cadres applicables.

Il faut savoir quelle est la responsabilité du conseil d'administration ou toute autre responsabilité. Quelle est la portée des activités possibles pour utiliser ces fonds. Est-ce qu'ils doivent être alloués en particulier à quelque chose ? Est-ce qu'on peut les attribuer comme on veut ? Qui a le droit légal de décider de la manière dont il faut faire ceci ?

Il faut établir clairement cela dès le début pour que tout le monde sache si le processus va être ouvert, quelles seront les limites à la liberté de voir comment nous allons disposer de cet argent. Le processus doit être ouvert pour pouvoir avoir le plus grand nombre d'idées. Et s'il va y avoir un processus pour distribuer l'argent, on pourrait avoir différentes idées. Ce n'est pas une seule activité qui pourrait recevoir ces fonds, mais différentes activités.

Il faut donc savoir combien d'argent va être attribué à l'activité A, à l'activité B, C, etc. Il faut donc qu'il y ait un processus pour distribuer cela.

BRAD WHITE :

Nous avons une question sur Twitter, mais je voudrais encore poser une autre question. Les différents groupes ont différentes idées sur la manière dont ces groupes pourraient être attribués en définitive.

---

Y a-t-il une possibilité, un moyen de garantir que l'attribution ou l'emploi de ces fonds pourrait créer quelque chose au sein des processus que vous êtes en train de créer ?

JONATHAN ROBINSON : Toi, tu as parlé d'une équipe de rédaction. Cette équipe devrait voir quelle est l'activité et sa portée. Nous parlons d'un processus, des structures possibles qui pourraient être imaginées ou créées. Mais je crois que l'équipe de rédaction doit définir la portée, et une partie de cette portée peut être la détermination des structures pertinentes, une partie de cette portée peut avoir avec l'emploi qui sera fait de ces fonds.

Le groupe peut s'occuper de ce que seraient des entités à but non lucratif, avec un usage très spécifique des fonds, pour des questions liées à la stabilité et à la sécurité.

Il faut donc déterminer la portée, et une fois que la portée aura été déterminée, le groupe devra prendre ce mandat, faire le travail, et donner les résultats de son travail.

LAAN GREENBERG : Je suis d'accord sur ce qui a été dit. Je dois dire aussi que ce débat s'est déroulé pendant 9 ans à plusieurs reprises. La première fois où j'ai participé au débat des gTLD, on a toujours vu apparaître la question de la manière dont on allait utiliser le produit de la mise aux enchères.

---

Il y a toujours cette hypothèse dans une bonne partie de la communauté que l'ICANN allait créer une fondation, que cet argent allait être destiné à la fondation, et que la fondation allait avoir une mission déterminée avec les lignes directrices dont nous parlons ici ;

Ce n'est pas une idée nouvelle qui nous vient. Il y a eu un débat très long pendant ces années, pas un débat formel, mais sur le type de choses que l'on pourrait faire avec ces fonds.

BRAD WHITE :

Je crois que nous avons une question sur Twitter. Rob Hoggarth va la lire.

ROB HOGGARTH :

Merci Brad. Je ne suis pas sûr que cette question soit liée à une portée aussi large que celle dont nous discutons maintenant. Elle est posée sur Twitter.

Kevin Murphy de @domaininsight dit 'est-ce que distribuer les fonds parmi les candidats n'éliminera-t-il pas plus de groupes, de chaînes de caractère conflictuel, va éliminer les mesures d'incitation pour résoudre ces problèmes.'

JONATHAN ROBINSON :

Je crois que c'est une opinion. Je ne sais pas si cet argent va être utilisé à des mesures d'incitations pour ceux qui participent aux enchères. Je crois qu'on a parlé de ceci pendant le weekend dans les

---

conversations de la GNSO, et je crois qu'on a soulevé cette question pendant le weekend.

Pour voir aussi avec le CWG où cet argent sera déposé, s'il faut créer ce groupe intercommunautaire, si cet argent est destiné aux candidats. J'écouterai toutes les opinions, mais je pense que c'est un point qui a été signalé pendant le weekend sur l'argent. Quelqu'un a dit que cet argent devrait revenir à ceux qui ont aidé à créer ces ressources.

Ici nous nous focalisons peut-être sur quelque chose de différents, et je crois que c'est ce qui résulte de ce que l'on vient d'écouter dans cette salle au préalable.

Je crois que la réponse à la question ne changerait rien au fond des choses, si cela revient aux candidats, cela reviendrait à des dizaines de milliers qui reviennent aux candidats qui sont par rapport à la mise aux enchères, alors que ceux qui n'ont pas réussi dans la mise aux enchères ont mis des millions et des millions, et cela n'aurait aucune influence.

Je crois personnellement que l'ICANN est ici pour répondre à l'intérêt public et donner le soutien à toutes leurs missions, alors que rendre l'argent aux opérateurs de registres, ce serait nous écarter de la mission qui nous est attribuée.

BRAD WHITE :

Quelqu'un veut poser une question dans la salle.



TONY HARRIS :

Je fais partie de l'unité constitutive ISPCP. J'habite ici en Argentine. Je voudrais me faire l'écho de ce que Lyman Chapin vient de dire. Je suis d'accord avec lui, et je voudrais dire qu'hier, il y a eu un séminaire sur l'acceptation universelle, un atelier de 6h. Pour ceux qui ne savent pas le travail que nous faisons, nous essayons de trouver une manière d'aborder des problèmes soulevés à un moment donné, qui concerne la manière de résoudre les questions liées aux nouveaux gTLD.

Nous avons un groupe qualifié au point de vue technique qui s'occupe de tous ces thèmes, des ressources, et qui est lié directement aux nouveaux gTLD.

Je crois donc qu'une partie de ces fonds pourrait être dans un fond de réserve pour aider dans ce travail. je ne demande à ce que nous ayons tout l'argent, mais je pense qu'une partie de cet argent pourrait être destinée à des choses qui sont étroitement liées aux nouveaux gTLD.

LYMAN CHAPIN :

Merci Tony. La question que Kevin Murphy a posée et ce que vous venez de signaler, c'est que vous avez dit, ce sont des questions ou des exemples plus spécifiques, de la question philosophique générale. Il faudrait voir si nous devons conserver un lien avec la source d'où cet argent provient, et pas nécessairement le cas de la réponse unique de savoir si cet argent doit revenir aux candidats. Il y a d'autres moyens d'exécuter, même avant de décider de l'objectif, de la manière dont il faut dépenser cet argent. Il y a d'autres manières de voir si un rapport peut s'établir entre le fait que cet argent provienne d'une vente aux

---

enchères ou des ventes aux enchères, et du programme des nouveaux gTLD en général.

Nous pourrions dire dans un exemple hypothétique l'emploi des fonds doit être limité à des questions qui concernent ce programme par exemple. Par exemple donner des subventions pour des nouveaux gTLD venant des candidatures pour les nouveaux gTLD, pour des zones du monde où les dépenses pour présenter la candidature sont vraiment une barrière, comme ce n'est pas le cas pour des candidats qui viennent des Etats-Unis.

Si la communauté est fortement convaincue qu'il faut y ait un rapport entre le lieu où l'argent a été produit, et la destination qu'on va donner à cet argent, cela va avoir un effet sur le travail de l'équipe de rédaction ou tout autre groupe de travail intercommunautaire.

Il faudrait donc qu'il y ait des lignes directrices. Et si moi je faisais partie de ce processus, je croirais qu'il serait très utile et nécessaire qu'il y ait une conclusion significative qui vienne du travail de cette équipe.

JONATHAN ROBINSON : Je pense que Lyman a signalé un point important, parce que nous parlons des différents lieux où cela peut être rattaché à la source des fonds. C'est un point critique. L'équipe de rédaction pourrait peut-être tenir compte de ceci pour voir si cela est lié à la sécurité et la stabilité, à l'acceptation universelle comme l'orateur qui a posé la question vient de le dire, s'il faut que nous parlions du bon développement, je

---

crois qu'il s'agit de bonnes idées pour voir comment peut fonctionner l'équipe.

ALAN GREENBERG :

Je veux dire aussi que même si l'argent peut être attribué pour le moment, c'est l'argent de l'ICANN. C'est une entité sans but lucratif, et il y a certaines limites qui sont imposées pour l'attribution de cet argent.

Lorsque cet argent représente un excédent, dans la plupart des organisations du monde, cet argent ne peut pas directement revenir aux membres. Il doit y avoir certaines restrictions.

BRAD WHITE :

Avri, vas-y.

AVRI DORIA :

Je suis Avri Doria, je suis arrivé en retard, excusez-moi. Il se peut que ce que je veux dire ait déjà été dit. Mais lorsque j'ai entendu Lyman, je me suis rendu compte que personne ne l'avait dit.

L'une des choses dont nous ne sommes pas rendus compte lorsque nous établissons le programme des nouveaux gTLD, c'était la suggestion du GAC et d'autres parties sur la manière de proposer des candidatures gratuites à des personnes venant des pays en développement. Il aurait fallu le mentionner. C'est un autre point qu'on a abordé pendant ce temps-là.

---

Parce que nous, nous avons commis des erreurs de ce type pour nous mettre en contact avec ces économies en développement. C'est pour cela que nous devons trouver des moyens de remédier à ces problèmes.

Donc dans l'esprit de l'utilisation de cet argent pour le même type d'objectif, je pense que ce genre de mesure aiderait les gens à voir cela. L'argent qu'ils ont mis pour la vente aux enchères, parce qu'il y a déjà eu une vente aux enchères, vous savez qu'il y a eu des gens qui ont vu retenir l'argent de leur candidature en participant à ces enchères privées. Et donc l'option de la vente aux enchères privée a été disponible justement pour garantir que ces candidats puissent récupérer l'argent.

Je ne sais pas si nous devons considérer ceci pour l'argent de la vente aux enchères. C'est un argent qui constitue un excédent au-dessus des frais de candidature. Nous pourrions peut-être considérer des mesures de remédiation, parce que nous avons échoué à aider les communautés de ce monde en développement.

Cela pourrait peut-être être une manière plus intelligente d'utiliser cet argent.

BRAD WHITE :

Je ne sais pas si quelqu'un voudrait répondre.

---

ALAN GREENBERG : J'ai une réponse courte, et je vais répondre de façon instinctive à Avri. La première série de l'ICANN, on a mis de l'argent qui leur était propre, de n'importe quelle origine, pour donner une subvention aux candidatures venant du monde en développement. Nous n'avons pas réussi, parce que nous avons établi des normes ridicules. Je crois que c'est la responsabilité de l'ICANN pour les séries à venir. Voilà ce que je voulais dire.

THOMAS SCHNEIDER : Nous n'avons pas pris de décision sur le fait d'avoir un débat exhaustif à cet égard. Mais lorsque nous en avons débattu entre les gouvernements, nous avons vu qu'il faudrait bien voir qui a pu bénéficier de l'occasion présentée par les nouveaux gTLD, et qui pour les raisons que ce soit, n'a pas pu bénéficier de cette occasion.

Le débat va dans la même direction de ce qu'Avri a proposé tout à l'heure. Il se peut qu'il y ait un fort soutien du gouvernement à cette position pour le traitement du thème.

BRAD WHITE : Avant d'avoir la prochaine question de la salle, nous allons prendre ces deux questions, et nous allons passer à la séance suivante.

JAMES BLADEL : Bonjour, je m'appelle James Bladel, je parle en mon nom propre. Je crois que c'est moi qui ai soulevé la question dans les séances du

---

weekend, et il me semble que nous devons penser à rendre cet argent aux candidats.

Mais je sais que c'est un grand défi à relever comme tu l'as dit Lyman. Je crois que nous devons établir un lien entre celui qui a produit ces fonds et celui ou celle qui va les recevoir. Nous pouvons dire que nous sommes une famille qui a eu un héritage, et qu'il y a une vulnérabilité générale.

Quel que soit le processus, ou quel que soit la décision finale, il y aura toujours un point qui va susciter des controverses. Il y a beaucoup d'idées, de projets, d'initiatives qui valent la peine, qui sont très utiles.

Quelle que soit la tâche, quel que soit le groupe qui déterminera la destination de ces fonds, il y aura toujours une réponse qui sera incorrecte pour une partie de la communauté.

Donc avant de revenir sur cette décision, essayons de prendre une décision consciente et délibérée. Disons nous n'allons pas rendre une partie de l'argent, nous allons nous centrer sur la manière d'aller de l'avant.

Moi, ce qui m'inquiète, c'est de savoir comment cela va avancer. Je ne veux pas être pessimiste Jonathan, mais ce qui m'inquiète c'est que cet argent puisse diviser la communauté. Merci beaucoup.

MICHELE NEYLON :

Je parle en mon nom propre. Je suppose que James et d'autres personnes ont soulevé des questions très intéressantes sur les

---

possibilités d'utiliser cet argent dans la communauté. Je sais que c'est une question problématique qui peut causer des maux de tête, et dans la communauté ccTLD, nous avons une expérience par rapport à ce type de situation.

Je pourrais donner l'exemple de la fondation Nominet. Il faudrait trouver une manière d'utiliser ces ressources pour qu'elle soit appropriée et qu'elle soit appliquée au bien commun, mais cela va être problématique. C'est une très bonne idée que de parler de l'acceptation universelle. Mais si j'étais VeriSign, je ne serais pas très heureux, si j'étais Afiliás, je ne serais pas très heureux. Si on pense à .INFO, qui a des problèmes avec l'acceptation universelle, je ne serais pas non plus très content. Cela finirait par diviser la communauté. Il faut faire très attention à cela pour l'éviter.

BRAD WHITE :

Merci Michele.

JONATHAN ROBINSON :

A titre informatif, pour répondre à ce que Michele a signalé, dans le séminaire de mercredi, nous aurons des informations de CIRA, SIDN, et Nominet, sur la manière dont ils ont géré des fonds, et ils les ont distribués au sien de leur propre communauté. Nous aurons des exemples de cela.

---

BRAD WHITE :

Je m'entretenais avec ce monsieur, et nous allons continuer à discuter de thème, mais nous allons écouter d'autres personnes. Nous allons écouter les membres des unités constitutives entre autres. Nous allons permettre à tous les membres du panel de partir. Nous allons les applaudir parce que cela constitue un bon point de départ pour le débat. Je demande aux membres du panel de nous abandonner, pas de ce côté, pour que les autres membres du panel s'installent.

Entre-temps, j'ai d'autres commentaires sur Twitter, ou des commentaires qui ont été effectués à distance.

ROB HOGGARTH :

Merci Brad. Nous allons passer à la séance suivante. Le commentaire vient du représentant du conseil de la GNSO qui dit : 'Bien que j'ai été pour un groupe de travail intercommunautaire qui analyserait la meilleure utilisation des fonds des ventes aux enchères des gTLD, je commencer à penser qu'il serait peut-être plus approprié d'avoir un groupe de travail de la GNSO, même qu'il soit conçu par une seule organisation.

Les groupes de travail de la GNSO sont plus ouverts que les groupes de travail intercommunautaires. Et ils font partie du consensus des groupes de travail. Les groupes de travail intercommunautaires ne permettent qu'un nombre limité des membres des organisations constitutives tandis que les groupes de la GNSO sont des groupes ouverts à tous.'



---

Maintenant, je vais poser une question d'ouverture pour les membres de notre panel. Tarik nous dit : 'Bien qu'il soit intéressant de discuter de la manière d'utiliser le processus de vente aux enchères, il est important de s'assurer que toute utilisation soit limitée par l'impact attendu, et par les mesures pour l'utilisation des fonds. On a beaucoup discuté sur l'utilisation de ces fonds au lieu du type d'utilisation que l'on pourrait donner à ces fonds.'

Que pensent ces organisations ?

BRAD WHITE : Voulez-vous que je reformule la question ou vous l'avez bien entendue ?

INTERVENANT INCONNU : Merci de votre patience. C'est intéressant de débattre comment utiliser les fonds des ventes aux enchères. Il est important aussi que toute utilisation soit limitée soit par l'impact attendu, soit par les mesures sur l'utilisation des fonds. Il y a de longs débats sur l'utilisation de ces fonds au lieu de dire quel est le type d'utilisation qu'il faut leur donner.

Qu'en pensent les membres du panel par rapport à ce point ?

BRAD WHITE : Je passe la parole aux membres du panel.

ALBERTO SOTO :

Je m'appelle Alberto Soto, je suis le président de LACRALO. Je suis d'accord, mais je pense aussi que je suis d'accord avec tous les frais de l'ICANN, avec cet argent obtenu, pourvu que les processus de gestion de cet argent soient clairs, et la manière de dépenser ces fonds aussi.

Je crois qu'il faut voir la chose d'un point de vue plus complet. Je vais vous donner un exemple. Je ne sais pas si ce matin ou cet après-midi, parce que je suis fatigué, mais il y a une organisation qui a demandé de l'ide pour une page web. Je dirais que c'est une bonne manière. Il n'y a pas trop d'argent, c'est quelque chose de technique dont l'ICANN pourrait s'occuper. Et toutes les ALS, les 240 ALS existantes au monde qui n'ont ni du personnel technique, et même pas d'argent pour pouvoir le faire, qu'elles aient les mêmes possibilités pour développer une page web. Et je crois que pour l'ICANN, ce n'est que des heures de travail tout simplement.

On pourrait peut-être utiliser ça et dire que l'événement ATLAS, tous les deux ou trois ans, et on a aussi dit dans quoi il ne faut pas dépenser. LACRALO a dit on ne veut plus de voyages. Nous en avons déjà suffisamment. Nous voulons former des leaders, faire des formations, collaborer au sein de l'écosystème de l'ICANN.

A la représentante de la ccNSO, je lui dirais que nous sommes dans un écosystème, nous devons tous donner notre opinion, parce que c'est la seule manière dont les dirigeants pourront prendre les bonnes décisions, et pas devoir corriger des questions que nous trouvons erronées, et nous n'avons pas pu donner notre opinion. Peut-être le manque d'opinion peut amener des erreurs.

---

Je crois que j'ai été assez concret dans mon commentaire. Merci.

PHILIP CORWIN :

Je représente l'unité constitutive commerciale. Ce sont mes opinions à moi. En réalité on n'en a pas discuté au sein de mon organisation.

On parle de plusieurs questions sur la manière d'utiliser ces fonds, mais je crois qu'il est important de dire si le CCWG est la structure correcte. Mais moins que de décider le processus. Le processus pour dépenser ces fonds, je ne crois pas que la réponse soit simple.

Il y a beaucoup de potentiel pour avoir en quelques sortes une lutte de la famille pour l'héritage. Ce n'est pas ce que nous voulons. Mais faire revenir l'argent aux candidats semble quelque chose de simple, mais ce n'est pas si simple que ça. Comment ça va se passer ? Donuts va collecter plus d'argent parce qu'il a beaucoup payé. Ce n'est pas si simple que ça.

Si l'argent va être dépensé dans de grandes catégories, le processus de décision de la proposition individuelle doit être tout à fait transparent, et vous avez dit bon, donnons cela à un petit groupe pour considérer des projets. Je ne veux dénigrer personne, mais quand on prend les décisions de cette manière, cela peut favoriser la corruption.

Alors lequel des deux candidats va recevoir le million de dollars pour le projet ? Parce qu'on peut penser que l'on veut donner l'argent à l'un et pas à l'autre. Il faut être très prudent avec ce type de processus, et parler d'un processus et pas prendre des décisions sur le résultat final.

RUDI VANSNICK :

Peut-être je serai en avance, mais d'une part, si l'on regarde la communauté, on voit qu'il y a une question que nous n'avons pas abordée. On a le DNS, pour le DNS nous avons la gouvernance de l'Internet.

Alors peut-être pourrions-nous prendre une partie de cet argent pour les personnes handicapées, pour qu'elles puissent participer au DNS et à la discussion de la gouvernance de l'Internet.

Peut-être les jeunes, les élèves, et trouver du financement pour faire une séance orientée aux élèves. Parce que c'est eux l'avenir. Parce que dans quelques années, nous ne serons plus là, et il faut permettre aux jeunes de comprendre ce que nous nous construisons pour eux pour qu'ils puissent l'utiliser dans leur propre monde, et leur éviter des échecs.

Je crois qu'une partie de ces fonds pourraient être utilisés pour ça, pour une session d'apprentissage, on pourrait considérer un projet avec des élèves d'un côté, et les personnes handicapées de l'autre côté, pour que toutes ces personnes aient la possibilité de participer.

Il y a deux heures, on nous a posé cette question, sans notre séance. On nous a demandé que se passe-t-il avec les handicapés qui ne peuvent pas venir? Et la participation à distance n'est pas la seule solution. Je propose de nous occuper de ce groupe, et que nous essayions de les faire participer à nos activités.

---

BRAD WHITE : Elliot avait un commentaire, et ensuite on passe la parole à Jean-Jacques.

ELLIOT NOSS : Je veux dire que mon fils est d'accord avec ça. Il aimerait avoir l'accès à ce type d'opportunités.

En premier lieu, il faut présenter le 'quoi'. Et je crois qu'on le perd de vue. On parle de 60 millions de dollars. Et je crois qu'en ce moment, nous devons aussi voir qu'il y a une enchère de .WEB qui n'a pas encore eu lieu, mais qui probablement représente d'autres 60 millions de dollars de revenus pour l'ICANN.

Peut-être que je me trompe. Mais si nous avons 100 millions de dollars de frais de candidatures qui n'arrivent pas et qui sont réservés comme fonds légal, peut-être c'est peu, et peut-être on ne peut pas discuter de la question à ce jour. Mais c'est quelque chose de réservé, et pendant beaucoup de temps, le 60 est déjà devenu 220. Il faut reconnaître cela, que ce montant augmente.

Et il faut penser à ce processus comme un processus unique. Il y a beaucoup de choses que l'ICANN aimerait faire. Mais ici on parle d'un processus et d'un problème singulier. Parce qu'il n'y aura jamais un excédent de cette nature. Jamais plus. Peut-être il pourrait y avoir une quantité plus réduite, plus faible, pendant la deuxième série, parce que les frais et le nombre de candidats était plus faible. Mais on n'aura jamais plus cet excédent d'argent. Alors on est en train de trouver une solution à un problème unique.

---

Et il y a la question de la gouvernance. Il y a une question clé. Il faut commencer avec ça. On parle de cette société, et comme toute société, elle favorise l'intérêt public. Et comme question exceptionnelle, le conseil d'administration a la responsabilité totale pour cette question, et par défaut, un comité formé par le conseil d'administration pour résoudre cette disponibilité doit être la partie responsable.

Ceci n'exclut pas la participation de la communauté en général et des groupes de travail qui analysent la question. Mais la responsabilité ultime appartient au conseil.

Merci.

BRAD WHITE :

Jean-Jacques, peut-être pouvez-vous attendre une petite minute ? Je crois qu'il y a quelqu'un de l'IPC qui a un commentaire à faire.

GREG SHATAN :

En premier lieu, je veux dire que je suis d'accord avec les commentaires exprimés auparavant. Je suis d'accord avec ce que l'on a déjà dit. D'abord il faut penser à la manière de procéder avant de commencer à parler des résultats. Je suis d'accord avec cette question pour savoir où va l'argent.

Il peut y avoir une critique pour que cet argent revienne aux candidats. Il faut être très prudent là-dessus. Mais je crois qu'il y a beaucoup de bonnes idées par rapport au fait d'où il faudrait diriger ces fonds.

---

Pour ce qui est de mon unité constitutive de la propriété intellectuelle, on a pensé à l'éducation des utilisateurs, des bureaux d'enregistrement, etc. Ce ne sont pas des questions qui intéressent seulement la propriété intellectuelle, mais des thèmes variés.

Il y a beaucoup de gens qui savent très peu sur ce que nous faisons. Ceci prend du temps, de l'effort et de l'argent. Ce serait peut-être une bonne manière de dépenser ces fonds. Et ce n'est pas un montant monolithique d'argent. On parle de 58 millions de dollars ou éventuellement de 200 millions.

Mais on peut le diviser bien différemment. Il n'y a pas une seule réponse. Et il ne devrait pas y avoir une seule réponse. On peut utiliser l'argent pour de nombreuses initiatives différentes avec des montants importants, mais l'idée peut ne pas être nécessairement la meilleure. Alors je suggère que cet argent peut être laissé pour être octroyé comme un fonds à perpétuité au gala de l'ICANN.

PAUL DIAZ :

Je voudrais me faire l'écho de ce qui a déjà été dit. Revenir aux questions qui ont été posées. On parle d'un processus et d'un cadre ici. Il est important de parler du cadre du processus à travers lequel nous allons déterminer pourquoi nous allons utiliser ces fonds.

Vous avez entendu parler que dans d'autres panels on a abordé la question à titre informel. Mais il y a certains groupes qui commencent à discuter de la question. Mais je ne peux pas aider à mettre la charrue avant les bœufs, même si quand on entend les collègues des codes

---

géographiques qui ont de l'expérience, ils ne vont pas parler jusqu'à mercredi.

Nous sommes ici, il faut commencer à considérer ces différents aspects, et je crois que l'on est un peu perplexe par rapport à ce qui vient en premier lieu.

BRAD WHITE : Jean-Jacques, merci de votre patience.

JEAN-JACQUES SUBRENAT: Je suis un ancien membre du conseil d'administration, membre de l'ICG, et je parle ici à titre personnel. Deux commentaires et une suggestion.

La première observation après avoir entendu le panel précédent et ce panel-ci, voire les commentaires d'autres membres du panel ici, je suis surpris de voir que vous présentez la logique de la procédure. D'où viennent les fonds, et où ils vont ? En principe il semblerait que c'était une chose à laquelle nous pensions déjà.

Mais je suis d'accord sur le fait qu'il existe le besoin de penser tout d'abord au processus et penser où sera l'Internet d'ici 10 ou 15 ans. Voilà le défi. Si en ce moment nous voyons la situation géopolitique, et nous voyons que bien longtemps après la formation de l'ICANN il y a encore des caractéristiques qui sont surprenantes. Une d'elles, c'est que toute l'industrie des noms de domaines est tout à fait concentrée dans peu de pays, et dans les poches de peu de pays.



---

Il y a aussi un problème de contenus. Ceci ne vous incombe pas, mais il y a une pauvreté de contenus dans des pays en développement. Et même dans des pays où des communautés plus développées avec un plus haut niveau de richesse.

Alors je suggère que peut-être le groupe que vous pensez former devrait aider à identifier les enjeux réels pour l'Internet et pour l'ICANN dans les années qui viennent, au lieu d'avoir une approche de club et dire quels sont nos membres actuels, on va résoudre le problème. Je crois qu'il faut regarder bien plus loin et établir les besoins au niveau mondial pour l'Internet pour les années qui viennent.

Et je suggère que lorsque l'ICANN décidera si elle le fait de former un groupe pour aborder ces questions, le processus devra occuper la première place.

Et je suggère aussi l'idée de refinancement pour ceux desquels on a obtenu l'argent. Ce n'est peut-être pas la meilleure idée. Vous savez que Bill Gates a la fondation Bill Gates. Mais je crois qu'on serait limité à un schéma déjà vieilli.

Alors la première tâche de ce groupe serait d'identifier les domaines où on pourrait faire ces améliorations sur la prise de conscience en matière de propriété intellectuelle etc., ça devrait être facile.

Et puis il faudrait identifier à plus long terme comment on pourrait utiliser ces fonds avec les représentants des SO et des AC. Merci.

---

BRAD WHITE : Wolf vous voulez faire un commentaire ?

GARTH BRUEN : Je suis le président de NARALO. Je voudrais dire que quelle que soit la décision par rapport aux fonds, cela commence avec le mandat de l'ICANN, et il faut voir dans quelle partie du mandat cela n'a pas été respecté. Je me fais l'écho de ce que Rudi a dit auparavant à propos de ma région. J'aimerais avoir plus de transcriptions des réunions pour pouvoir accéder plus facilement aux réunions.

On m'a dit qu'il n'y avait pas d'argent. On a fait de grands progrès, mais je crois que c'est l'un des exemples que l'on peut citer.

Lorsque l'on parle de créer un meilleur accès surtout pour ceux qui souffrent de la cécité, tout cela améliore la disponibilité des TLD. Et même le fait de pouvoir acheter des noms de domaines.

Quand on pense à ça, on peut penser à beaucoup de projets. Quand on pense aux projets, il faut être sensible avec les opérateurs de registres et dire comme l'argent est venu de là, que peut faire l'organisation pour améliorer le retour sur l'investissement ? Si on fait cela bien, on ne ferait pas de la charité, mais ce ne serait simplement qu'une meilleure acceptation des TLD.

BRAD WHITE : Avant de finir, il y a un commentaire de Bill.

---

BILL DRAKE :

J'appartiens à la société civile. Je suis le président du NCUC. Je viens de Chicago. La question de comment utiliser l'argent me permettrait de faire certaines suggestions.

Je vais commencer avec quelque chose de base. Il faut évaluer les expériences des autres. Les ventes aux enchères ne sont pas toutes neuves, parce qu'il y a eu aussi des ventes aux enchères à travers l'agence fédérale des télécommunications. Ils ont recueilli 45 milliers de dollars avec le développement du réseau pour la sécurité publique. Il y a beaucoup d'autres expériences que l'on cherche dans le monde pour avoir des indicateurs sur la manière d'utiliser les ressources de manière plus efficace au lieu de commencer de zéro. J'essayerai de connaître des expériences précédentes.

Deuxièmement, le fait de rendre l'argent aux candidats, c'est problématique. Je crois que je changerais les incitations ou les motivations des enchères du point de vue de celui qui collecte les fonds. Au sein du NCUC, nous avons un intérêt. Il y a beaucoup de groupes qui le partagent.

Je n'en vais pas parler pour le reste des groupes, mais je crois que comme Avri l'a mentionné, on peut donner du soutien aux candidats, je crois que ce serait vraiment cohérent avec la mission de l'ICANN. On pourrait donner de meilleures ressources. Aussi il faut parler de la traduction simultanée. J'ai participé à une réunion où il n'y en avait pas, et c'était problématique. Mais si tout est dans le mandat de l'ICANN, je crois que nous pouvons bien utiliser ces ressources.

---

Et pour finir, il y a certaines utilisations auxquelles on peut penser en dehors du mandat de l'ICANN, qui ont trait au renforcement de l'écosystème, à donner du soutien à l'IGF, à d'autres organisations. Avoir une fondation, une autre organisation, un mécanisme nous permettant de voir comment on peut utiliser ces ressources et les mettre à disposition du public, c'est quelque chose de bien.

BRAD WHITE :

Merci Bill. J'ai deux commentaires. Il ne nous reste que 7 minutes, alors il va falloir clôturer notre séance.

AZIZ HILALI :

Je vais parler en français.

Je viens du Maroc, je représente ici AFRALO. Je voudrais juste souligner deux points. Le premier concerne – j'ai entendu parler tout à l'heure des procédures etc., et je vous juste souligner qu'il y a eu des erreurs qui ont été commises dans le passé, et je ne voudrais pas que cela se répète. Je pense surtout au projet GIS qui n'a pas tellement marché. Et on a mis tellement de conditions que ça n'a presque rien donné.

Deuxième point, je voudrais revenir sur ce qu'a dit Alberto. Les ALS aujourd'hui, nous représentons ici des ALS, nous les accéditons au sein de l'ALAC, et nous leur demandons beaucoup de conditions, avoir un site web etc. Et je vous assurer que ce sont des ALS qui n'ont pas beaucoup de moyens. Et je pense qu'une partie de cet argent doit aller dans ces ALS pour les soutenir, parce qu'aujourd'hui, pour moi, ces

---

ALS représentent des porte-paroles, des ambassades de l'ICANN, puisqu'ils font de la sensibilisation, ils font que notre ICANN, je parle de mon pays, il a fallu beaucoup d'événements et de séminaires pour que les gens comprennent le rôle de l'ICANN et éventuellement les sujets tels que la transition et la responsabilité. Je pense qu'il est important qu'une partie de l'argent aille – il faut justement voir et ne pas mettre trop de conditions pour aider ces ALS.

Et enfin je terminerais sur l'idée qui a été avancée par Avri concernant les demandes de noms de domaines non lucratifs qui peuvent provenir des pays en voie de développement. Je vous remercie.

BRAD WHITE :

Merci. Il y avait un commentaire.

HOLLY RAICHE :

Je voudrais en premier lieu remercier James d'avoir dit que l'industrie n'a pas besoin de l'argent. Et je veux dire deuxièmement que quant aux ALS, et à l'ALAC, ils n'ont pas fait de déclarations qui s'y opposent.

D'après ce que j'ai entendu dire autour de cette table, il y a des idées merveilleuses. En premier lieu, et ce n'est que moi, j'aimerais bien que l'argent soit destiné à la sensibilisation. Cela peut être accordé au Moyen Orient, à l'Afrique. J'espère bien que nous aurons une stratégie pour l'Asie Pacifique pour que l'ICANN soit plus ouverte au monde.

Et d'après ce que James a dit je crois, j'espère que le processus fonctionnera, que la communauté nous écoutera, mais en définitive,

---

la décision sera prise par le conseil d'administration et nous espérons pouvoir les aider à prendre cette décision et de ne pas déclencher la troisième guerre mondiale.

WOLF-ULRICH KNOBEN :

J'appartiens à l'unité constitutive des ISP, des fournisseurs de services internet. Nous avons beaucoup d'expérience, surtout dans le domaine des télécommunications en ce qui concerne les ventes aux enchères pour l'enchère des fréquences, je crois que vous les connaissez tous, surtout pour le service de téléphonie mobile.

L'argent qui a été dépensé n'est jamais revenu aux candidats, en tout cas pas directement. Je crois donc que comme les ventes aux enchères se font au point de vue du gouvernement, le plus courant c'est que cet argent revienne au gouvernement, et de façon indirecte, parfois cela revient aux candidats.

Cela fait que je reviens au début, je reviens sur le principe auquel nous avons pensé qu'il fallait discuter sur la manière d'établir ce processus, comment ce processus allait se dérouler. Nous ne devons pas penser seulement à nous-mêmes et à nos propres critères. Il faut que nous réfléchissions aussi à la manière dont cela peut être rendu à la communauté tout entière pour voir un projet qui permettrait de rendre tout cet argent à la communauté.

Je ne peux pas réfléchir à un projet spécifique, mais il faudrait que nous réfléchissions à des principes. Nous devrions voir comment ces principes peuvent faire partie de la charte de ce groupe.

---

Il faut aussi qu'il y ait une participation aussi vaste, générale que possible. Il faut voir si nous pouvons aussi trouver un point de consensus et cela a été le cas dans d'autres groupes par le passé.

Merci.

BARD WHITE :

Merci. Est-ce qu'il y a des commentaires ?

ALBERTO SOTO :

Je crois que nous sommes d'accord pour vérifier sur le processus, nous sommes d'accord en ce sens où nous avons besoin du processus. Je vais un peu plus en arrière. Il faut savoir qui va faire partie de ce processus, et quelle va être les informations sur lesquelles on va travailler.

On a dit que dans beaucoup de pays en développement et dans beaucoup de pays développés, on ne sait pas ce qu'est l'ICANN. J'ai une expérience sur le terrain, sur la sensibilisation que nous faisons en Bolivie, en Haïti et en République Dominicaine et à Cuba. Et je vous en donne un exemple.

A Haïti, nous avons une ALS qui en peut pas participer à nos réunions parce qu'elle n'a pas de représentation dans ce pays. C'est une ALS qui n'a pas de moyens, donc elle ne peut pas participer. Je ne dis pas que l'on doit résoudre avec cet argent les problèmes d'un pays. Mais ce que je dis c'est que la sensibilisation et la diffusion qui est faite dans toutes les ALS est extrêmement importante. Nous avons une ALS

---

qui a 7000. Nous avons une autre ALS qui n'a que 150 membres.ms elle a un système de vote libre, ouvert, qui rassemble plus de 4000 voix.

Tout ce que nous faisons à LACRALO et tout ce que nous faisons au sein de l'ICANN, les gens de l'ALAC sont fatigués. Mais comme il s'agit d'un cadre assez vaste, je vais le répéter. Je crois que nous les ALS, nous sommes l'un des outils les plus importants dont l'ICANN dispose pour faire son travail de sensibilisation et de diffusion. Je crois qu'il faut donc regarder un peu. Rappelez-vous que nous représentons les intérêts des utilisateurs individuels de l'Internet.

BRAD WHITE :

Nancy me fait un signe que nous sommes en retard, et nous n'avons pas de service d'arche digital, elle va m'envoyer une flèche empoisonnée, elle a été assez patiente. Si quelqu'un n'a pas parlé, si quelqu'un n'a pas pu le faire, il ou elle pourra le faire mercredi.

En plus, le compte Twitter va rester opérationnel. Nous ne voulons pas que la conversation se termine ici. Elle ne fait que commencer.

DOUGLAS :

En premier lieu, je voudrais donner mon soutien à eu idée qui a été présentée ici. Nous pouvons encourager le dialogue sur les principes plutôt que sur l'usage réel que l'on fait de l'argent. Il me semble que cela est très important en ce moment.



---

Et pour faire ma contribution, je voudrais suggérer de façon particulière de voir la définition des principes ou du processus qui vont nous aider à voir comment on va utiliser les fonds.

Je veux ajouter quelque chose qui se rapporte à la durabilité de ces fonds. Parce que si quelqu'un vous donne 60 millions et d'ici 2 ans, on a besoin de réparer ou modifier quelque chose, il faut utiliser l'argent de telle façon que cela nous assure la durabilité. C'est quelque chose qu'il faut analyser au sein du mandat de l'ICANN.

Ma deuxième contribution est la suivante. Je n'aime pas parler comme cela a été fait pendant ce débat, dire comment on va disposer de cet argent. On se dit on a cet argent, on va aller le dépenser. Il me semble que nous devons voir comment nous le faisons de manière responsable, d'une manière durable, et c'est sur cet aspect que je voulais mettre l'accent.

BRAD WHITE :

Merci beaucoup.

SIVA SUBRAMANIAN :

Je suis de la Société Civile en Inde. Puisque l'ICANN doit décider de ce qu'elle doit faire de cet excédent, est-ce que nous pouvons parler sérieusement, de voir la manière dont cet argent est maintenu, pour savoir par exemple dans l'unité constitutive des entreprises, nous avons beaucoup d'investisseurs, et s'il y a un petit groupe avec des experts, l'idée est d'investir toujours l'argent pour qu'il ne perde pas de sa valeur avec le temps qui s'écoule.

---

Je pense que ce serait très prudent de faire cela.

BRAD WHITE : Oui, absolument.

DR STEPHEN CROCKER : Je suis le président du conseil d'administration. Nous avons fait cela, et c'est inscrit dans des documents. Nous avons fait des investissements très conservateurs. C'est la même procédure que nous utilisons pour conserver notre argent à long terme. Cette documentation est disponible sur notre site web.

Nous nous en occupons de façon très sérieuse, mais bien sûr je suis d'accord avec ce qui vient d'être soulevé dans cette question. Tout est absolument sous contrôle.

BRAD WHITE : Merci Steve. Rafik, vous avez le mot de la fin.

RAFIK DAMMAK : Je ne serai pas trop long. Je crois que le processus doit être correct. Il doit fonctionner comme il faut. Il faut que tous les membres de la communauté y participent, et ceux qui sont en dehors de la communauté doivent pouvoir y participer aussi.

Je ne pense pas que nous allions reprendre à zéro. Il y a beaucoup d'idées dans ce débat. Nous nous sommes entretenus pendant très longtemps de ceci avec le conseil d'administration de l'ICANN.

---

Beaucoup de personnes ont parlé du soutien aux pays en développement, à l'Afrique. Et je crois que nous nous préoccupons de cela. Avoir non seulement des registres dans les pays en développement, mais aussi des bureaux d'enregistrement.

Par exemple, dans le groupe de travail conjoint pour le soutien aux candidats, on a fait des recommandations sur les enchères, et voilà pourquoi nous avons cette fondation de l'ICANN. Nous ne commençons pas de zéro. J'insiste. Nous pouvons nous servir de toutes ces contributions que nous avons maintenant et que nous avons auparavant pour que le processus soit clair, et quel que soit le format de tout cela, que l'on ait un groupe de travail intercommunautaire ou quoi que ce soit, il faut que nous ayons une structure pour voir comment cela fonctionne.

BRAD WHITE :

Merci Rafi. Je crois que cette conversation se poursuit mercredi. Nora nous dit qu'il y a des précédents, et qu'il va falloir fixer des critères pour les conversations futures. Ce serait très utile de voir quel serait l'historique pour avoir des informations et continuer à nous entretenir à partir de là. Merci beaucoup à vous tous.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**